
Larbi CHOUIKHA et Éric GOBÉ (2015), *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*

Paris, La Découverte

Marta Luceño Moreno



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communication/6852>

ISBN : 978-2-921383-79-0

ISSN : 1920-7344

Éditeur

Université Laval

Ce document vous est offert par Université de Liège



Référence électronique

Marta Luceño Moreno, « Larbi CHOUIKHA et Éric GOBÉ (2015), *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance* », *Communication* [En ligne], vol. 34/1 | 2016, mis en ligne le 02 juin 2016, consulté le 06 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/communication/6852>

Ce document a été généré automatiquement le 6 février 2018.



Les contenus de la revue *Communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Larbi CHOUIKHA et Éric GOBÉ (2015), Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance

Paris, La Découverte

Marta Luceño Moreno

RÉFÉRENCE

Larbi CHOUIKHA et Éric GOBÉ (2015), *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte

- 1 La révolution tunisienne, qui a débuté en 2011, continue d'être l'objet d'études qui tentent de mettre en perspective l'histoire récente du pays pour dénicher les sources de ce mouvement populaire inédit. L'ouvrage de Larbi Chouikha et Éric Gobé suit la même ligne en mettant en avant les diverses crises qui ont traversé le pays depuis l'indépendance. Les auteurs dépeignent un contexte politique, économique et social qui aboutit à la révolution, puis à une transition politique encore en construction, en adoptant une approche sociologique de la politique. Le livre est divisé en fonction des phases politiques de l'histoire tunisienne depuis l'indépendance : le régime présidentieliste de Bourguiba, la « dictature douce » de Ben Ali et la période de transition.
- 2 Les auteurs commencent par une rapide révision du protectorat français avant d'approfondir la question de l'instauration du régime bourguibien. Cette première partie se concentre notamment sur la transformation dont souffre la société tunisienne en raison du réformisme imposé par Bourguiba, notamment au moyen de la promulgation d'un nouveau code de la famille qui prétend « saper les fondements de la famille patriarcale » (p. 17) en interdisant la polygamie, de l'institution du divorce judiciaire, de l'abolition de la répudiation ou de la réforme à la marge du droit successoral. En outre, ces réformes concernent la vie politique et économique. La première est centrée sur un

« corporatisme autoritaire » (p. 20) qui permet à Bourguiba de « rallier la base de la société à son parti » (p. 21), devenu unique. En ce qui concerne l'économie, le nouveau régime expérimente principalement dans le domaine de l'agriculture, mais la caractéristique principale de l'économie bourguibienne reste l'étatisation de l'économie, qui provoquera une déstabilisation sociale. Les dernières années du régime bourguibien sont marquées par de nombreuses crises liées à l'absence de réponse des pouvoirs politiques aux problèmes sociaux malgré la mise en place d'une « fausse » libéralisation politique et économique du régime dans les années 1970. Les protestations sociales entre 1978 et 1980 lors du « jeudi noir » et le « coup de Gafsa » ouvriront la période des crises des années 1980 liées à la montée de l'islamisme, à la question syndicale et à la pauvreté qui vont miner le régime.

- 3 Le coup d'État « médical » de Ben Ali ouvre un nouveau chapitre de l'histoire tunisienne. Cette période débute par une tentative d'ouverture sociale « contrôlée » avec la légalisation d'Amnesty International, la ratification de la Convention internationale contre la torture et l'ouverture relative du champ médiatique. Sur le plan politique, Ben Ali opère diverses tentatives d'islamisation qui visent à contrer la force des islamistes dans la société. Malgré ces tentatives, la scène politique se bipolarise entre les islamistes et l'opposition sécularisée qui est sous la protection du pouvoir benalien. Le régime décide finalement de commencer à museler les islamistes et à raffermir son autoritarisme pour résoudre la question. La répression des islamistes marque les années 1990, au cours desquelles les jugements, les assassinats ou l'emprisonnement à vie sont monnaie courante au sein de la sphère islamiste. En parallèle, le pouvoir en place introduit des réformes institutionnelles qui favorisent le clientélisme et la cooptation, ce qui permet l'enrichissement des proches du pouvoir. Dans le même temps, les inégalités sociales entre l'intérieur du pays et les régions côtières, la montée du chômage ainsi que la répression massive suscitent l'émergence de dissidences et de la contestation sociale pendant les dernières années du régime benalien. Les mobilisations du bassin minier de Gafsa en 2008 se présentent ainsi comme un prodrome de la « révolution » qui se développera aussi dans une région défavorisée, Sidi Bouzid. Ce soulèvement populaire voit le jour le 17 décembre de 2010, s'étendra à d'autres régions jusqu'à la capitale et prendra fin le 14 janvier 2011, avec la chute de Ben Ali.
- 4 La Tunisie post-Ben Ali, ou de transition politique, est l'objet du dernier chapitre de l'ouvrage. Cette partie est nettement moins développée que le reste de l'ouvrage, car elle ne couvre que quatre années, de 2011 à 2014. D'ailleurs, dans ce chapitre, les auteurs doivent faire face aux difficultés de l'analyse de l'histoire très récente liées au manque de recul et de documents nécessaires à l'analyse politique. Malgré ces contraintes, les auteurs tracent les grandes lignes de la période transitoire marquée par les élections libres, la crise politique et l'écriture de la nouvelle Constitution, promulguée en janvier 2014. À la suite des élections se constituent le gouvernement de coalition, la Troïka, et l'Assemblée nationale constituante, qui est à la fois chargée de rédiger la Constitution et d'exercer le contrôle parlementaire auprès du gouvernement. Cependant, le début des violences, avec notamment deux assassinats politiques en moins d'un an, provoque le gel des travaux de l'Assemblée et la dissolution du gouvernement jusqu'à l'ouverture d'un dialogue national dans lequel toutes les parties doivent être représentées. Une feuille de route est alors dessinée pour la reprise des travaux : elle comprend l'élection d'une nouvelle instance électorale, le choix d'un premier ministre « technique » ainsi que d'un gouvernement de « technocrates » et finalement l'accélération du processus de rédaction

de la Constitution. Ce dialogue national et la recherche du compromis dans une société polarisée entre « islamistes » et « sécularisés » apportent finalement une solution à l'impasse que vivait la Tunisie.

- 5 Cet ouvrage constitue une excellente entrée en matière en ce qui concerne l'histoire contemporaine de la Tunisie. Il permet aussi d'aller plus loin grâce à de nombreuses citations d'études réalisées sur chaque thématique. Les auteurs prennent soin d'inclure tous les acteurs impliqués dans les changements politiques : les médias, les syndicats, les partis politiques ainsi que la société civile. De même, la mise en avant de certains moments historiques permet de créer une chronologie de base pour mieux comprendre l'histoire récente. Par contre, la période constituante ou post-Ben Ali aurait mérité d'être plus développée, avec une mise en relief des dates importantes, des difficultés de l'écriture de la Constitution ou des changements dans la législation. Il aurait été très intéressant de retrouver une analyse critique de l'idée d'une Tunisie fractionnée entre « islamistes » et « sécularisés » qui est souvent mise en avant pour comprendre les conflits de la transition politique. Néanmoins, la lecture de cet ouvrage ouvre des portes aux lecteurs sur l'évolution de l'histoire du pays et la récente transition tunisienne.
-

AUTEURS

MARTA LUCEÑO MORENO

Marta Luceño Moreno est doctorante et membre du Laboratoire d'étude sur les médias et la médiation (LEMME), Université de Liège. Courriel : m.lucenomoreno@gmail.com